

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20251124-ARR2025_729



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **HOTEL RESTAURANT LE PHARE
ERP N° E 488 00065 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MME DAIK – GERANTE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **10 PLACE DU GENERAL DE GAULLE**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / RESTAURATION**

TYPE(S) : **O / N**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 05 mars 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 13 février 2024.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN
AVIS FAVORABLE**

à la poursuite de l'exploitation

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Julien COEURET

**Document annexe comportant 6 feuillets
et extrait du compte rendu de réunion joints**

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20251124-ARR2025_729

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **HOTEL RESTAURANT LE PHARE
ERP N° E 488 00065 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MME DAIK - GERANTE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **10 PLACE DU GENERAL DE GAULLE**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / RESTAURATION**

TYPE(S) : **O / N**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 05 mars 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 13 février 2024.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : WBr/PB/2024 – VP130224 – Hôtel Restaurant Le Phare - Ouistreham
Affaire suivie par : ADC Wilfrid BRINDJONC
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Hôtel Restaurant Le Phare – 10 place du Général De Gaulle à Ouistreham – ERP N° E 488 00065 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 05/03/2019.

Le 13 février 2024, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. MAUGER :	Conseiller Municipal de la ville de Ouistreham.
ADC BRINDJONC :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. PAVADE :	Adjoint BTA Ouistreham.
Mme DAIK :	Gérante.
M. CROEMNE :	Directeur.
M. MADELAINE :	AZI Incendie.

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

Application agréée E-legalite.com

DESCRIPTION

Le présent rapport a pour objet la visite périodique de l'hôtel restaurant « Le Phare », l'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite périodique datée du 15 février 2019 (PV du 05/03/2019). Seul, un changement de gérance a été effectué fin 2022.

L'établissement des années 1960 établi en R + 2 sur sous-sol, est implanté en zone urbaine, il est accessible à partir de la Place du Général de Gaulle, du Quai Charcot et par une cour intérieure sur 3 de ses façades, il comprend :

Rez-de-chaussée

- Un bar
- Une salle de restauration de 150 m²
- Une cuisine ouverte alimentée en gaz de ville

R + 1

- 12 chambres totalisant 24 couchages
- Une lingerie

R + 2

- 7 chambres totalisant 18 couchages

Sous-sol

- Deux chaufferies gaz de ville
- Une réserve
- Une lingerie

Deux escaliers protégés.

PARTICULARITES

Présence de cul-de-sac dans les circulations communes compensé par la détection incendie généralisée et la protection des escaliers validée en commission ERP-IGH le 02 octobre 2008.

EFFECTIF

Activité : hôtel – restaurant
Hébergement : 42 personnes
Restaurant : 150 personnes
Personnel : 15 personnes

CLASSEMENT

L'établissement, du 2^{ème} groupe et de types O / N, est à classer en 5^{ème} catégorie.



REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE	27/03/2023	SARL BERNAUS
GAZ	08/01/2024	VERITAS
ELECTRIQUES	08/01/2024	VERITAS
ECLAIRAGE DE SECURITE		7 obs mineurs
GRANDES CUISINES	17/07/2018 18/09/2023	Sté Christophe AZERTOSY France Hygiène Ventilation
SSI – ALARME	22/04/2023 12/04/2021	SARL AZI VERITAS triennal
DESENFUMAGE	22/04/2023	Sarl AZI
EXTINCTEURS	21/03/2023	Etablissement OGER
REGISTRE DE SECURITE		Présent et renseigné
EXERCICE D'EVACUATION	Non réalise	-
INSTRUCTION DU PERSONNEL	02/2024	Sarl AZI (SSI)

Essais

- Sortie de secours par sondage : satisfaisant
- Porte de locaux à risques par sondage : non satisfaisant
- Signalisation du SSI : satisfaisant
- Téléphone mis à disposition à l'accueil : satisfaisant

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERESLes prescriptions anciennes sont levées ou reprises dans le présent rapport

- 1°) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours. Des exercices d'évacuation doivent être organisés et la date de ceux-ci portée sur le registre de sécurité (art. PE 27).
- 2°) Effectuer une campagne de réglage des fermes-portes des chambres (art. PE 29).
- 3°) Faire lever par un technicien compétent, les 7 observations mentionnées sur le rapport VERITAS en date du 08/01/2024 concernant les installations électriques et assurer le suivi des actions correctives éventuelles sur le registre de sécurité (art. PE 4).
- 4°) Faire procéder à la vérification de la chaudière du restaurant par un technicien compétent, fournir un justificatif de ces vérifications à la commission de sécurité d'arrondissement et assurer le suivi des actions correctives éventuelles sur le registre de sécurité (art. PE 4).
- 5°) Fournir la puissance installée équivalente de la chaudière et assurer éventuellement l'isolement du local en conséquence (art. PE 20 et CH 2).
- 6°) Verrouiller le local électrique pour réserver son accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels. Interdire tout stockage dans celui-ci et l'identifier au moyen d'un pictogramme normalisé (art. PE 24).
- 7°) Supprimer et interdire le stockage dans les escaliers afin de garantir la vacuité des dégagements (art. PE 11).
- 8°) Supprimer et interdire le stockage dans les deux locaux « chaufferie » et procéder au réglage des fermes-portes. (art. PE 21).

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

- 9°) Boucher le trou existant dans la paroi du local chaufferie du restaurant afin de lui rendre son degré coupe-feu d'origine. Remplacer la canalisation gaz par la couleur conventionnelle (jaune) définie par la norme NFX 08-100 de février 1986 (art. PE 21).
- 10°) Mettre en place, à proximité immédiate des appareils de cuisson, un dispositif d'arrêt d'urgence par énergie d'alimentation (PE 15 §6).
- 11°) Tenir à jour le registre de sécurité (art. PE 33).

Prescriptions permanentes

- a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître
- la conduite à tenir en cas d'incendie
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
 - l'accueil des engins de secours
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).
- h°) Pour les locations de salle: Prévoir un cahier des charges précisant aux locataires: le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.
Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-20251124-ARR2025_729

III)

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV)

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

REÇU EN PREFECTURE

le 26/11/2025

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

